



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2019-16**

Séance du 09 avril 2019 à dix-huit heures trente

L'an deux mille dix-neuf, le neuf avril à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Billette, Caizergues, Carbonneill, Hervet, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Serra, Weber
Mmes Albiges, Bertin, Castillo, Fraisse, Maury, Olivier, Pervent,

Absents ayant donné procuration : Mme Berard procuration à Mme Pervent, M. Joly procuration à M. Billette, Mme Vella procuration à M. Perez

Absents excusés : Mmes Chibani, Vilaplana

Secrétaire de séance : Mme Françoise Maury

Nombre de membres en exercice : 22

Présents : 17

Procurations : 3

Absents : 2

Votants : 20

Date de convocation et affichage

04 avril 2019

Objet : Convention relative au fonctionnement du service Relais Assistants Maternels Vène et Mosson – autorisation de signature

M. le maire informe les membres du conseil municipal que la convention d'objectifs et de financements « prestations de service Relais d'Assistants Maternels » (RAM) passée avec la Caisse d'Allocation Familiales de l'Hérault est arrivée à échéance au 31 décembre 2018. Il convient de procéder à son renouvellement.

Il donne pour cela lecture de la convention et donne la parole aux élus qui le souhaitent.

Après discussion, le conseil municipal, à l'unanimité, se prononce favorablement sur la convention telle qu'elle leur a été présentée et donne pouvoir à M. le maire pour signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 09 avril 2019
Roger CAIZERGUES
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature :1.3.1